



Infos retraités-ées

**Retraité-e-s un jour
Révolté-e-s toujours!!**



MÉDICAMENTS : Une pénurie organisée !!

Tous les Français subissent depuis de nombreux mois la pénurie de médicaments que ce soit pour soigner un banal rhume, de la fièvre, mais aussi des problèmes cardiaques, un cancer, un diabète. Dans les années 1990, les prix des médicaments étaient déterminés par l'État qui se basait sur les coûts de production. Désormais, ils sont fixés dans des négociations comparables à celles que pratiquent les supermarchés pour l'alimentation. Le médicament n'est pourtant pas une banale marchandise car son absence met en danger la vie d'un malade cardiaque, diabétique, épileptique. En 2023, l'Agence nationale de sécurité des médicaments et des produits de santé (ANSM) a signalé 5 000 ruptures de stocks. Première cause, la mondialisation de la production qui est basée essentiellement en Asie et en Inde et une production insuffisante pour satisfaire la population mondiale. De même, le médicament pour traiter les AVC n'est élaboré que par une seule usine basée en Allemagne.

La seconde cause est la fausse pénurie. Des médicaments sont stockés dans des entrepôts et attendent le pays le plus offrant, au mépris des malades. Les plus touchés sont surtout les génériques, car ils sont anciens et peu chers comme l'antibiotique Amoxicilline. Voici les aberrations de notre système de santé, système en perpétuelle déstructuration pour les patients, mais bien évidemment manne financière pour les industriels et les actionnaires. Les pharmaciens alertent sur ces pénuries de médicaments et dénoncent les futures ventes de médicaments en ligne, comme chez Amazon, qui vont détruire les pharmacies. Face à ce danger et à la pénurie chronique de certains médicaments, les syndicats de pharmaciens lancent une grande campagne pour informer le public et interpeller le gouvernement sur cette situation très préoccupante.



Choose France, la chose à Macron !!

C'était difficile d'y échapper, mais les cocoricos triomphalistes ont trompé fort peu de monde. Un anglicisme choisi, le château de Versailles pour l'épate, 200 pontes d'entreprises étrangères dont surtout les Gafam et la crème des banques américaines. Tout a été réuni pour la 7ème édition de Choose France. Les mauvaises langues diront : sept ans et si peu de résultats ? L'annonce finale de 15 milliards d'investissements prévus est là pour épater la galerie.

Contrairement aux fanfaronnades de Bruno Lemaire, c'est très loin d'une « réindustrialisation de la France ». En fait, pour moitié, ces investissements concernent des centres de stockage de données (data center). La France paraît en effet appétissante pour ces groupes au comportement de rentiers qui voient d'abord et avant tout l'intérêt de leurs finances. Or, en plus des aides de l'État, d'une électricité nucléaire décarbonée négociée à bas coût dont ils font grand usage, ils réclament chaque année plus de sacrifices salariaux en contrepartie.

Enfin, les engagements vont s'étaler sur plusieurs années et les emplois ne viendront que par la suite. Ils sont d'ailleurs faméliques au vu du total investi. Le rapport, entre la promesse de 15 milliards d'euros investis, pour 10 000 postes créés, donne un coût de 1,5 million d'euros par poste. C'est plus d'une vie de travail au salaire moyen. Un tiers de la somme est injectée par les géants américains Microsoft (4 milliards) et Amazon (1,2 milliard). Par ce biais, non seulement ne viendront ni emplois ni industrie, mais il y aura les dégâts collatéraux que 3 000 emplois d'Amazon dans ses entrepôts provoqueront dans le commerce de proximité



Ce qu'ils disent et ce qu'ils font !!

Bardella "tient le gouvernement pour responsable" des violences en Nouvelle-Calédonie, l'accusant d'avoir poursuivi "un calendrier et une méthode qui ne sont pas les bons". Pourtant, les députés RN ont voté à l'unanimité pour la réforme électorale lundi dernier à l'Assemblée nationale.



Un vent Mauvais !!

Souffle sur notre pays. Polémiques racistes incessantes, criminalisation du mouvement syndical, procès politiques à répétition contre les forces de gauche, la France s'enfoncé toujours plus dans les limbes de la démocratie. Après la condamnation à 12 mois de prison avec sursis du secrétaire général de l'union départementale du Nord pour un tract expliquant la situation à Gaza, dix syndicalistes (CGT, CFDT et Sud) de l'hôpital de Carhaix (29) sont auditionnés sous le régime de la garde à vue pour avoir défendu leur hôpital public ! L'instrumentalisation de la justice bat son plein, avec la CGT comme principale cible. On connaissait les procédures baillons contre les journalistes et les lanceurs d'alerte, c'est maintenant le mouvement syndical qui est systématiquement visé. La démocratie recule dans ce pays, les idées les plus rances sont systématiquement mises en avant pour dissimuler la casse sociale en cours (destruction de l'assurance chômage, reste à charge sur le CPF, attaques contre le statut du fonctionnaire ou le Code du Travail) et la crise économique. Le néolibéralisme mue en système autoritaire, illibéral, à l'amorce de nouvelles crises.



FIER·E·S !!

La CGT défend l'égalité des droits pour tous et toutes contre toutes les formes de discrimination (sexisme, racisme, à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles ou transgenre). C'est inscrit dans les statuts et repères revendicatifs de la CGT, l'égalité des droits s'oppose à toute forme de domination et d'exploitation humaine. Ces valeurs sont le moteur de la lutte de classe et de masse, pour un monde juste, un monde de paix.





Pour défendre mes revendications

. Mon pouvoir d'achat – Ma Retraite – Ma Santé.

J'adhère au syndicat où à la Section des retraités-ées de la CGT/MEL

Nom et Prénom :

Adresse :

Code Postal et Ville :

Mail :

Tél Fixe où portable :

Bulletin d'adhésion à retourner au Syndicat CGT/MEL :

Syndicat CGT/MEL 2, Boulevard des Cités Unies 59040 Lille





**Retraité-e-s un jour
Révolté-e-s toujours!!**

Infos retraités-ées



Les grandes dates de l'histoire de la CGT Chronologie

1895

A la fin du XIXe siècle, le processus de concentration des formes syndicales s'accélère avec la création de la Fédération nationale des syndicats (1886) et celle de la Fédération des bourses du travail (1892). Ces deux conceptions du syndicalisme se rejoignent en 1895 au Congrès de Limoges. 28 fédérations d'industries et de métiers, 18 Bourses du Travail et 126 syndicats autonomes signent l'acte de naissance de la CGT avec pour ligne d'action « d'unir sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale ».

1902

Jusqu'en 1902, la CGT en tant que confédération n'a que très peu de substance. Le Congrès de Montpellier adopte une profonde réorganisation interne. La CGT s'affirme désormais comme l'ensemble articulé des fédérations du champ professionnel et des unions territoriales.

1906

La grève générale, organisée le 1er mai en faveur de la journée de huit heures, donne le signal de l'extension des luttes. Au congrès d'Amiens, un besoin de clarification s'exprime et pousse la CGT à réaffirmer son identité en défendant un syndicalisme de lutte, indépendant et à vocation révolutionnaire.

1909

La CGT enregistre avec satisfaction la croissance de ses effectifs et l'extension de son réseau. L'orientation générale est pourtant critiquée. Cette crise de croissance porte Léon Jouhaux à la direction de la CGT et le 5 octobre, paraît le premier numéro de La Vie ouvrière.

1914

Les orientations antimilitaristes et antipatriotiques de la CGT se heurtent à la puissante vague chauvine qui envahit le pays. Les actions concrètes menées contre le danger de guerre ne mobilisent guère les foules. Le 1er août, les principaux leaders syndicaux rallient l'Union sacrée.

1915-1917

La CGT, bien qu'affaiblie, s'adapte aux nouvelles conditions nées de la mise en place de l'économie de guerre. Néanmoins, une petite minorité d'internationalistes se dresse contre la guerre. L'année 1917 connaît une poussée gréviste exceptionnelle sur fond de révolution en Russie.

1918-1922

Au sortir de la guerre, la direction confédérale assume son réformisme et la politique de présence, alors que de son côté, la minorité se place dans le sillage ouvert par la révolution russe. Le processus scissionniste est à l'œuvre. A compter de 1922, coexistent deux centrales : la CGT (dite confédérée) et la CGTU (unitaire).

1934

Crise économique et scandales politiques alimentent la colère populaire et les ligues d'extrême droite. Le soir du 6 février 1934, la République semble un instant vaciller. Face au danger fasciste, la CGT, rejointe par la SFIO et la CGTU, appelle à une grève générale de 24 heures le lundi 12 février.

1935-1936

Les manifestations unitaires du 14 juillet 1935 scellent la réconciliation de la classe ouvrière toute entière avec la République. Elles ouvrent la voie au Rassemblement populaire qui cimente les gauches dans une perspective électorale.

1936

L'unité de la CGT se réalise au congrès de Toulouse en mars 1936. L'ampleur des défilés du 1er mai préfigure déjà la victoire électorale du Front populaire. La poussée gréviste, la ruée syndicale et les accords Matignon sont une victoire sur la misère.



2. La première page du journal 'Le peuple', 10 juin 1936.

1939

La dislocation du Front populaire en 1938 et les tensions internationales croissantes exacerbent les conflits au sein de la CGT. La signature du traité de non-agression germano-soviétique ouvre une crise profonde. Les unitaires sont exclus, leurs syndicats dissous.

1943

La scission de la CGT se résorbe dans les circonstances singulières de la Résistance et de la clandestinité avec l'accord conclu au Perreux en 1943. La CGT réunifiée donne ainsi une impulsion décisive à la mise en place, le 27 mai 1943, du Conseil national de la Résistance. Celui-ci s'engage alors dans l'élaboration d'une Charte de la Résistance qui prendra la forme d'un programme intitulé « **Les Jours Heureux** ».



1944

Durant l'été 1944, la CGT et la classe ouvrière se portent aux avant-postes des combats. Au terme d'une dure semaine de batailles, Paris est libéré le 25 août par les forces populaires.

1945-1946

La CGT réunifiée compte dorénavant cinq millions d'adhérents. La poussée progressiste de l'après-guerre permet des avancées sociales et économiques majeures (nationalisations, sécurité sociale, comités d'entreprises, statuts des personnels...).

1947

Les luttes de 1947 et le déclenchement de la Guerre froide rendent irréparables les rivalités entre tendances. La scission du courant organisé autour du journal Force ouvrière brise à nouveau l'unité de la CGT comme est brisée d'ailleurs l'unité syndicale internationale un moment réalisée dans la Fédération syndicale mondiale.

1948-1953

La Guerre froide atteint son acmé au tournant des années 1950, la répression s'abat sur la CGT. En s'attaquant aux retraites des fonctionnaires, Joseph Laniel provoque un conflit social majeur qui rassemble à son apogée près de quatre millions de grévistes.

1954

Les années 1950 sont marquées par les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie. Dès 1954, la CGT justifie le droit à l'insurrection du peuple algérien et prend des positions en faveur de la paix et de l'indépendance algérienne.

1955-1958

La CGT bataille pour les salaires, contre l'augmentation des cadences et du temps de travail. Malgré la scission, elle progresse en syndicalisation. Sur le plan politique, elle dénonce l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle en 1958.

1962

L'indépendance de l'Algérie s'installe comme un horizon inéluctable. L'OAS sème la terreur. Le 8 février, une manifestation organisée pour dénoncer le fascisme et réclamer la paix, tourne au drame au métro Charonne. Victime d'une répression aveugle, l'assassinat de neuf militants de la CGT soulève une émotion considérable.

1963

Avec la grève des mineurs de 1963, la lutte revendicative revient au premier plan et débouche sur de substantiels résultats salariaux. Désormais, le pouvoir gaulliste est conscient que les efforts de la modernisation ne pourront se faire sans assurer à chacun la part qui lui revient du progrès général.

1966-1968

En janvier 1966, la CGT brise son isolement en concluant un accord d'unité d'action avec la CFDT qui débouche sur un essor important des grèves dont le point d'orgue est constitué par la puissante grève généralisée de mai-juin 1968. Malgré d'appréciables résultats revendicatifs, les espérances d'un changement politique ne se concrétisent pas.



1972-1978

La signature, en juin 1972, du Programme commun de gouvernement entre le PCF et le PS et les radicaux de gauche est saluée par la CGT. Son échec en 1977 ouvre à la CGT une période d'intenses réflexions sur son fonctionnement interne qui culmine lors du 40e Congrès.

1982

La victoire de François Mitterrand, en 1981, ouvre une brève période de progrès social. Mais très vite, les logiques de transformation sociale cèdent la place à une rigueur nourrie de « réalisme économique ». Dès lors, la CGT engage une lutte opiniâtre contre les nouveaux visages de l'exploitation.

1995

Les années 1980 connaissent une importante désyndicalisation. Le libéralisme triomphe et les luttes reculent. Mais la CGT résiste et trouve la force du rebond. L'année 1995 est marquée par un mouvement social d'ampleur et victorieux contre la réforme Juppé qui concerne les régimes particuliers de retraite. Une nouvelle période commence alors.

